

Rapport de la Commission du textile et du vêtement, en date du 27 novembre 1975, sur une enquête relative aux chaussettes.

Rapport de la Commission du textile et du vêtement, en date du 8 août 1975, sur une enquête relative aux gants de travail.

Rapport de la Commission de réforme du droit du Canada intitulé «La preuve», en date de décembre 1975, conformément à l'article 18 de la loi sur la Commission de réforme du droit, chapitre 23 (1^{er} Supplément), S.R.C., 1970.

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES—DÉPÔT DU VOLUME 1 DU RAPPORT DU COMITÉ

Le sénateur Perrault: Honorables sénateurs, j'ai l'honneur de déposer au nom du sénateur van Roggen, président du comité permanent des affaires étrangères, le rapport intitulé Les relations Canada-États-Unis—Volume 1—Le cadre institutionnel pour les relations entre les deux pays.

Le rapport a été publié et distribué mardi dernier, le 27 janvier, pendant l'ajournement du Sénat, conformément à un ordre du Sénat du 18 décembre 1975, afin de permettre aux membres canadiens du groupe interparlementaire canado-américain, qui devaient se rendre aux États-Unis le 29 janvier pour assister aux réunions du groupe, d'en remettre des exemplaires à leurs homologues américains.

Honorables sénateurs, avant de proposer l'étude du rapport, puis-je préciser qu'il a suscité beaucoup d'intérêt tant au Canada qu'aux États-Unis. Je pense que c'est une nouvelle preuve de l'excellent travail qu'accomplissent nos comités. La qualité de ce premier rapport témoigne du travail consciencieux qui est le fait d'un grand nombre de membres du Sénat représentant toute une gamme de points de vue. A mon avis, le président, le vice-président et tous les membres du comité méritent les félicitations non pas seulement des sénateurs mais de tous les Canadiens.

Des voix: Bravo!

Le sénateur Perrault: Honorables sénateurs, au nom du sénateur van Roggen, je propose que le rapport soit étudié le mercredi 11 février 1976.

(La motion est adoptée.)

RELATIONS EMPLOYEUR-EMPLOYÉS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

COMITÉ SPÉCIAL MIXTE—CHANGEMENT DANS LA REPRÉSENTATION DU SÉNAT

Le sénateur Petten, avec la permission du Sénat et nonobstant l'article 45(1) i) du Règlement, propose:

Que le nom de l'honorable sénateur Cook soit substitué à celui de l'honorable sénateur Smith (*Queens-Shelburne*), sur la liste des sénateurs membres du comité spécial mixte des relations entre employeur et employés dans la Fonction publique; et

Qu'un message soit transmis aux Communes pour les en informer.

(La motion est adoptée.)

[Le sénateur Perrault.]

LES TRAVAUX DU SÉNAT

Le sénateur Flynn: Honorables sénateurs, puis-je demander au leader du gouvernement quel sera le programme du Sénat cette semaine et la semaine prochaine?

Le sénateur Perrault: Honorables sénateurs, nous essaierons de fournir plus de renseignements à ce sujet plus tard aujourd'hui.

LE CODE CRIMINEL

L'ABOLITION PARTIELLE DE LA PEINE CAPITALE—L'EXPIRATION DE LA PÉRIODE D'ESSAI—RÉPONSE

Le sénateur Perrault: Honorables sénateurs, le 18 décembre 1975 le sénateur Greene et le sénateur Neiman ont posé des questions au sujet de la date d'expiration de la période d'essai pour l'abolition partielle de la peine capitale.

La mesure actuelle n'expirera que le 31 décembre 1977.

LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

LES ALLOCATIONS FAMILIALES—RÉPONSE

Le sénateur Perrault: Honorables sénateurs, le samedi 20 décembre 1975, l'honorable sénateur Forsey a demandé, au sujet du programme de lutte contre l'inflation, comment exactement le gouvernement entendait procéder pour bloquer temporairement, ce sont ses paroles, la hausse des allocations familiales.

Le sénateur Flynn: Si l'on peut parler ainsi.

Le sénateur Perrault: On m'informe que l'allocation mensuelle moyenne par enfant continuera d'être de \$22.08. L'augmentation prévue pour le 1^{er} janvier 1976 n'aura pas lieu.

LES CONSÉQUENCES DES RÉDUCTIONS DU BUDGET DE LA DÉFENSE NATIONALE SUR LA NOUVELLE-ÉCOSSE—RÉPONSE

Le sénateur Perrault: Honorables sénateurs, le même jour, soit le 20 décembre dernier, le sénateur Macdonald a posé une question au sujet des réductions de dépenses du ministère de la Défense nationale en Nouvelle-Écosse. On m'informe qu'on discute actuellement de la consolidation ou de la fermeture de certaines bases, mais qu'on n'a pris aucune décision pour l'instant.

[Plus tard]

Le sénateur Forsey: Honorables sénateurs, avant d'aborder l'ordre du jour, je voudrais signaler au leader du gouvernement que la personne qui a lu la question que j'ai posée sur le blocage des allocations familiales ne l'a pas lue attentivement, car ce que j'avais demandé c'est par quel moyen le gouvernement se proposait d'imposer ce blocage, et tout ce qu'on m'a répondu c'est qu'il avait été imposé.

Je crois comprendre d'après les informations que m'a données le ministre en privé qu'il s'agit d'un décret du conseil, qui n'a tout simplement pas été adopté. Si j'avais été mieux informé, je n'aurais pas posé la question car j'aurais déjà dû le savoir.

Je présente donc mes excuses au Sénat, au ministre et au leader du gouvernement, mais je voudrais qu'à l'avenir, quiconque répond aux questions que l'honorable leader du gouvernement nous communique ici au Sénat lise les questions plus attentivement de manière à ne pas s'écarter du sujet et à répondre à une question qui n'a même pas été posée.